

Direction générale de l'élargissement et du voisinage oriental

Publication d'un avis de vacance pour un poste de
conseiller principal pour la réconciliation et la normalisation des Balkans occidentaux (grade AD14)

(article 29, paragraphe 2, du statut)

COM/2025/10476

Présentation

Comme le prévoient les orientations politiques 2024–2029 de la Commission européenne, poursuivre l'achèvement de notre Union est un impératif géostratégique, économique et moral. Nous travaillons en étroite collaboration avec les pays candidats et candidats potentiels sur la voie, fondée sur le mérite, de leur adhésion à l'UE, en soutenant les réformes structurelles nécessaires ainsi que le respect de l'état de droit et des valeurs fondamentales dans ces pays et en renforçant leur résilience et leur préparation. Nous assurons également un soutien continu à l'Ukraine et, en particulier, nous soutiendrons la reconstruction et l'adhésion de ce pays. Nous nous employons également à améliorer la coopération avec la Turquie sur les questions politiques, économiques et commerciales et à soutenir les pays du Caucase du Sud.

Dans le domaine de l'élargissement, la DG Élargissement et voisinage oriental (DG ENEST) aide les pays désireux d'adhérer à l'UE à remplir les critères définis par le traité sur l'Union européenne et le Conseil européen. La DG ENEST suit de près les progrès réalisés par les pays visés par l'élargissement et soutient les négociations d'adhésion, comme l'exige le Conseil. Elle gère les relations bilatérales de l'Union avec les pays candidats et candidats potentiels sur la voie de l'adhésion à l'Union européenne, en mettant tout particulièrement l'accent sur les réformes liées à l'état de droit, la gouvernance économique et la réforme de l'administration publique.

La DG ENEST gère l'essentiel de l'assistance financière et technique de l'Union aux pays candidats ou candidats potentiels à l'adhésion à l'UE, ainsi qu'aux pays du voisinage oriental de l'UE, notamment l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Biélorussie, ou à leurs populations. En particulier, elle gère l'instrument d'aide de préadhésion (IAP III), l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale - Europe dans le monde (IVCDI-Europe dans le monde), la facilité pour les réformes et la croissance en faveur des Balkans occidentaux et la facilité pour l'Ukraine, ainsi que trois cadres d'investissement: le Fonds européen pour le développement durable (FEDD+), le cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux et le cadre d'investissement pour l'Ukraine, qui permettent le recours aux garanties budgétaires, aux instruments financiers et aux opérations de mixage.

En mettant en œuvre des initiatives d'aide dans le voisinage oriental de l'Europe, la DG ENEST soutient les réformes et la consolidation démocratique et renforce la prospérité, la stabilité et la sécurité à travers l'Europe. Elle aide à promouvoir les valeurs, politiques et intérêts de l'Union dans cette région, et contribue à développer la relation particulière de l'Union avec ses pays voisins.

La DG ENEST a son siège à Bruxelles et emploie environ 1 200 personnes à Bruxelles et dans les délégations de l'Union dans les pays partenaires.

Poste proposé

Fonction de conseiller principal chargé de conseiller et d'assister le directeur général dans les domaines d'action de la réconciliation et de la normalisation des relations entre les partenaires des

Balkans occidentaux à l'appui de la stratégie d'élargissement de l'UE et conformément au plan de croissance pour les Balkans occidentaux.

Sous la supervision directe du directeur général, le candidat retenu sera chargé des tâches suivantes:

- fournir des conseils stratégiques dans les domaines d'action pertinents directement liés à la réconciliation et à la normalisation des relations entre les partenaires des Balkans occidentaux;
- prodiguer des conseils sur la manière d'encourager davantage la coopération régionale en lien avec le mandat;
- s'efforcer de renforcer et de faciliter la coopération entre les acteurs internes dans les pays partenaires;
- assurer une coordination cohérente au sein de la Commission et avec les parties prenantes externes, y compris le SEAE;
- fournir des conseils stratégiques au sujet de questions bilatérales;
- représenter la Commission à haut niveau lors d'événements extérieurs en rapport avec le mandat pour la réconciliation et la normalisation dans les Balkans occidentaux.

Profil recherché (critères de sélection)

Les candidats doivent posséder les compétences suivantes:

Qualités personnelles

- Très bonnes capacités d'analyse et aptitude à résoudre des problèmes organisationnels et opérationnels.
- Expérience dans la représentation d'une organisation à haut niveau, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, combinée à d'excellentes capacités de communication et de négociation pour nouer et entretenir efficacement des contacts à haut niveau au sein de la Commission, ainsi qu'avec d'autres institutions de l'UE et internationales, les États membres et d'autres parties prenantes.
- Intégrité, adaptabilité et résilience face à la pression, engagement en faveur des valeurs de service public et des objectifs organisationnels.

Compétences spécialisées et expérience

- Très bonne connaissance et expérience des politiques d'élargissement de l'UE en général.
- Expérience avérée de la fonction de conseiller principal au niveau politique dans le domaine des affaires internationales, avec une attention particulière accordée aux Balkans occidentaux.
- Très bonne compréhension et connaissance approfondie de l'histoire, de la politique et de la culture des partenaires des Balkans occidentaux.
- Très bonne connaissance et compréhension des politiques et priorités de l'UE.

- Solide expérience en matière de droit international.

Compétences de conseil

- Capacité avérée d'exercer un rôle de conseil de haut niveau en ce qui concerne les politiques d'élargissement et de voisinage oriental.
- Très bon jugement politique et capacité de comprendre un environnement politique complexe, aptitude à appréhender la politique de la DG ENEST de manière globale.
- Aptitude à fournir des conseils en matière de stratégie, de politique et de communication sur des questions complexes, en accordant une attention particulière aux questions et priorités clés liées aux Balkans occidentaux, conformément à la politique d'élargissement de l'UE.

Conditions essentielles (critères d'admission)

Seront pris en considération pour la phase de sélection uniquement les candidats qui, **à la date limite de dépôt des candidatures**, satisferont aux critères formels suivants:

- Nationalité: les candidats doivent être ressortissants de l'un des États membres de l'Union européenne.
- Titre ou diplôme universitaire: les candidats doivent justifier:
 - soit d'un niveau d'enseignement correspondant à un cycle complet d'études universitaires sanctionné par un diplôme, si la durée normale desdites études est de 4 années ou plus;
 - soit d'un niveau d'enseignement correspondant à un cycle complet d'études universitaires sanctionné par un diplôme et d'une expérience professionnelle pertinente d'au moins 1 an, si la durée normale desdites études est de 3 années ou plus (cette année d'expérience professionnelle ne peut être incluse dans l'expérience professionnelle postuniversitaire requise ci-dessous).

Seuls les diplômes des États membres de l'Union européenne ou ayant fait l'objet d'une équivalence délivrée par les autorités d'un de ces États membres peuvent être pris en considération.

- Expérience professionnelle: les candidats doivent disposer d'au minimum 15 ans d'expérience professionnelle postuniversitaire¹ à un niveau auquel les qualifications précitées donnent accès.
- Expérience en matière de conseil: au moins 5 années d'expérience professionnelle postuniversitaire doivent avoir été acquises à un poste de conseil de haut niveau².
- Langues: les candidats doivent avoir une connaissance approfondie de l'une des langues officielles de l'Union européenne³ et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues officielles. Des

¹ L'expérience professionnelle n'est prise en considération que si elle constitue une véritable relation professionnelle définie comme un travail existant et réel, rémunéré, avec un statut de salarié (tout type de contrat) ou de prestataire de services. Les activités professionnelles à temps partiel font l'objet d'un calcul au prorata, sur la base du pourcentage des heures travaillées à temps plein, attesté par un certificat. Le congé de maternité/congé parental/congé d'adoption n'est pris en considération que s'il s'inscrit dans le cadre d'un contrat de travail. Les doctorats, même non rémunérés, sont assimilés à une expérience professionnelle pour une durée maximale de trois ans, à condition que la formation doctorale ait été achevée avec succès. Une même période ne peut être comptée qu'une seule fois.

² Dans leur curriculum vitae, les candidats indiqueront clairement, pour toutes les années durant lesquelles ils ont acquis une expérience en matière de conseil: 1) le titre et la nature des postes occupés; 2) le domaine exact ainsi que le niveau d'organisation auquel se situait le poste (nombre de niveaux hiérarchiques supérieurs et inférieurs); 3) la structure hiérarchique pour chaque poste occupé.

jurys de sélection vérifieront lors de l'entretien ou des entretiens si les candidats satisfont à l'exigence d'une connaissance satisfaisante d'une autre langue officielle de l'Union européenne. Pour ce faire, ils pourront notamment mener (une partie de) l'entretien dans cette autre langue.

- Limite d'âge: les candidats ne doivent pas encore avoir atteint l'âge normal de la retraite, qui correspond, pour les fonctionnaires de l'Union européenne, au dernier jour du mois durant lequel ils atteignent l'âge de 66 ans [voir article 52, point a), du statut⁴].

Sélection et nomination

La sélection et la nomination se dérouleront conformément aux procédures de sélection et de recrutement de la Commission européenne (voir le document sur la politique concernant le personnel d'encadrement supérieur⁵).

Dans le cadre de cette procédure de sélection, la Commission européenne met en place un jury de présélection. Ce jury examine toutes les candidatures, procède à une première vérification de l'admissibilité et détermine les candidats qui répondent le mieux au profil recherché au regard des critères de sélection précités et qui peuvent être invités à un entretien avec le jury de présélection. Les candidats peuvent être invités à fournir des pièces justificatives étayant les informations figurant dans leur acte de candidature à tout moment de la procédure. Les candidats qui ne fournissent pas ces documents dans le délai indiqué dans la demande peuvent se voir exclus de la sélection.

À l'issue de ces entretiens, le jury de présélection établit ses conclusions et propose une liste de candidats à convoquer à un autre entretien avec le comité consultatif des nominations (CCN) de la Commission européenne. À la lumière des conclusions du jury de présélection, le CCN choisit les candidats qui seront conviés à un entretien.

Les candidats convoqués à un entretien avec le CCN participent à une journée complète d'épreuves visant à évaluer leurs aptitudes d'encadrement, organisées par des consultants en recrutement externes (procédure du «centre d'évaluation»). Sur la base des résultats des entretiens et du rapport du centre d'évaluation, le CCN établit une liste restreinte de candidats qu'il estime aptes à exercer la fonction.

Les candidats figurant sur la liste restreinte du CCN seront invités à un entretien avec le ou les membres de la Commission concernés.

À l'issue de ces entretiens, la Commission européenne prend la décision de nomination.

Le/la candidat(e) retenu(e) doit être en situation régulière au regard de toutes les obligations imposées par la loi en matière de service militaire, offrir les garanties de moralité requises pour l'exercice de ses fonctions et être physiquement apte à exercer ces fonctions.

Le/la candidat(e) retenu(e) devra disposer d'une habilitation de sécurité valide, délivrée par son autorité nationale de sécurité, ou être en mesure d'en obtenir une. Une habilitation de sécurité personnelle est une décision administrative qui intervient à l'issue d'une enquête de sécurité menée par l'autorité nationale de sécurité compétente pour la personne concernée, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur en matière de sécurité nationale, et qui certifie que ladite personne peut être autorisée à accéder à des informations classifiées jusqu'à un niveau donné. [Il convient de

³ <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:01958R0001-20130701&qid=1408533709461&from=FRhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A01958R0001-20130701>

⁴ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A01962R0031-20140701>

⁵ https://commission.europa.eu/publications/documents-senior-management-selection-procedures_en (disponible uniquement en anglais)

noter que la procédure nécessaire pour l'obtention d'une habilitation de sécurité ne peut être engagée qu'à la demande de l'employeur, et non par le/la candidat(e)].

Le/la candidat(e) ne pourra accéder aux informations classifiées de l'UE (ICUE) au niveau CONFIDENTIEL UE/EU CONFIDENTIAL ou à un niveau supérieur, et assister aux réunions durant lesquelles de telles ICUE sont examinées, qu'une fois l'habilitation de sécurité personnelle accordée par l'État membre concerné et la procédure d'habilitation achevée par la note d'information de la direction de la sécurité de la Commission européenne légalement exigée.

Égalité des chances

Conformément à l'article 1^{er} *quinquies* du statut, la Commission européenne poursuit un objectif stratégique consistant à parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes à tous les niveaux de l'encadrement et applique une politique d'égalité des chances encourageant les candidatures susceptibles de contribuer à une plus grande diversité, à l'égalité de genre et à l'équilibre géographique global.

Conditions d'emploi

La rémunération et les conditions d'emploi sont prévues par le statut.

Le/la candidat(e) retenu(e) sera recruté(e) en tant que fonctionnaire au grade AD 14. Il/elle sera classé(e) à l'échelon 1 ou 2 de ce grade en fonction de la durée de son expérience professionnelle.

L'attention du/de la candidat(e) retenu(e) est attirée sur l'obligation imposée par le statut à tout nouveau membre du personnel d'accomplir avec succès une période probatoire de neuf mois.

Le lieu d'affectation est Bruxelles, en Belgique.

Le poste est vacant à compter du 1^{er} janvier 2026.

Indépendance et déclaration d'intérêts

Les candidats seront tenus de présenter une déclaration par laquelle ils s'engagent à agir en toute indépendance dans l'intérêt général, ainsi qu'une déclaration relative aux intérêts qui pourraient être considérés comme portant atteinte à leur indépendance.

Informations importantes pour les candidats

Il est rappelé aux candidats que les travaux des jurys de sélection sont confidentiels. Il est interdit aux candidats d'entrer en contact direct ou indirect avec leurs membres ou à quiconque de le faire en leur nom. Toutes les questions doivent être adressées au secrétariat du jury compétent.

Protection des données à caractère personnel

La Commission veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil⁶. Ces dispositions s'appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données.

Procédure de candidature

Avant de présenter votre candidature, vous êtes invité(e) à vérifier soigneusement si vous remplissez tous les critères d'admission («Conditions essentielles»), notamment en ce qui concerne le type de diplôme, l'expérience professionnelle de haut niveau et les capacités linguistiques requises. Tout(e) candidat(e) ne pouvant satisfaire à l'un ou l'autre des critères d'admission se verra automatiquement exclu(e) de la procédure de sélection.

Si vous décidez de postuler, vous devez vous inscrire par internet sur le site suivant et suivre les instructions relatives aux différentes étapes de la procédure:

<https://ec.europa.eu/dgs/human-resources/seniormanagementvacancies/>

Vous devez disposer d'une adresse électronique valide. Celle-ci servira à confirmer votre inscription et à rester en contact avec vous au cours des différentes étapes de la procédure. Vous êtes dès lors prié(e) de signaler à la Commission européenne toute modification de votre adresse électronique.

Pour procéder à votre inscription, vous devez télécharger un curriculum vitae au format PDF, de préférence en utilisant le modèle de CV Europass⁷, et rédiger en ligne une lettre de motivation (8 000 caractères au maximum). Votre curriculum vitae et votre lettre de motivation peuvent être rédigés dans n'importe quelle langue officielle de l'Union européenne.

Il est dans votre intérêt de veiller à ce que votre candidature soit exacte, complète et fidèle à la réalité.

À l'issue de la procédure d'inscription en ligne, vous recevrez un courrier électronique confirmant que votre candidature a été enregistrée. **Si vous ne recevez pas de message électronique de confirmation, cela signifie que votre candidature n'a pas été enregistrée!**

Veuillez noter qu'il n'est pas possible de suivre en ligne les étapes du traitement de votre candidature. Toute information concernant le statut de votre candidature vous sera communiquée directement par la Commission européenne.

Les candidatures transmises par courrier électronique ne seront pas acceptées. Pour tout renseignement complémentaire et/ou en cas de difficultés techniques, veuillez vous adresser par courrier électronique à:
HR-MANAGEMENT-ONLINE@ec.europa.eu

Il vous incombe de procéder à votre inscription en ligne dans les délais. Il est vivement recommandé de ne pas attendre les derniers jours pour déposer votre candidature, car un encombrement des lignes ou une défaillance de la connexion internet pourraient faire avorter l'opération et vous obliger à la recommencer intégralement. Une fois le délai d'inscription expiré, il ne vous sera plus possible de saisir des données. Les inscriptions tardives ne seront pas acceptées.

⁶ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).

⁷ Vous trouverez des informations sur la manière de créer votre CV Europass en ligne à l'adresse suivante:
<https://europass.europa.eu/fr/create-your-europass-cv>

Date limite de dépôt des candidatures

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au **29 janvier 2026 à 12h00 (midi), heure de Bruxelles**. L'inscription ne sera plus possible après cette date.